

De : François Nicolas <fnicolas@ens.fr>
Objet : **Qui-vive (31-05-11)**
Date : 31 mai 2011 23:05:15 HAEC



📎 1 pièce jointe, 21,7 Ko

Enregistrer ▾

Diaporama

Qui vive ? مَنْ أَلْقَادِمُ ؟ [*mani_l-*
qâdim ?]

mardi 31 mai 2011 : <http://www.egalite68.fr/Qui-vive/31-05-11.pdf>

- Lundi : Algérie
- Mardi : Maroc
- Mercredi : Tunisie
- Jeudi : Palestine-Liban-Jordanie-Syrie-Irak
- Vendredi : Libye & alii...
- Samedi-Dimanche : Égypte

Points du jour :

- [Afghanistan](#)
- [Maroc](#)
- [France](#)

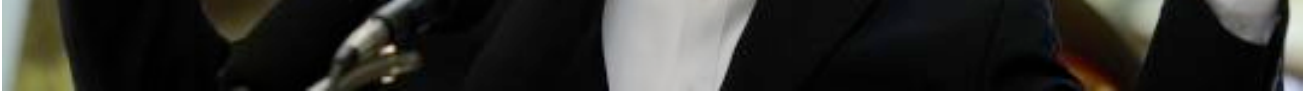
AFGHANISTAN

Un peu plus de détail sur la "bavure" américaine et la colère de Karzaï

Le ton monte entre le président Karzaï et la coalition internationale de l'OTAN

LEMONDE.FR avec AFP | 31.05.11 | 10h21





Hamid Karzaï, le 31 mai 2011, à Kaboul.AFP/SHAH MARAI

La multiplication des bavures de l'OTAN en Afghanistan menace les relations entre le président Hamid Karzaï et les membres de la coalition internationale. *"S'ils continuent de bombarder des maisons afghanes alors que le gouvernement le leur a interdit, alors leur présence sera considérée, non plus comme celle d'une force menant une guerre contre le terrorisme, mais comme celle d'une force d'occupation"*, a déclaré le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse. *"Et l'histoire de l'Afghanistan a montré comment les Afghans s'occupent des forces d'occupation"*, a-t-il averti.

"Le bombardement de maisons afghanes est interdit", a poursuivi M. Karzaï. *"Cela doit cesser ou un jour nous devons prendre une décision unilatérale pour que cela cesse"*, a-t-il menacé, sans plus de détails.

Dimanche, il avait lancé un *"dernier avertissement"* aux Américains, les sommant de cesser certaines opérations *"unilatérales"*, au lendemain de la mort, selon les autorités locales, de quatorze civils dont dix enfants, dans une frappe d'hélicoptère sur deux maisons dans la province méridionale du Helmand.

Sur un ton inhabituellement virulent, M. Karzaï avait qualifié cette bavure de *"grave erreur"* et de *"meurtres d'enfants et de femmes afghans"*. Washington avait indiqué prendre *"très au sérieux"* et partager les *"préoccupations"* du président afghan.

L'ISAF avait présenté ses excuses pour la *"mort de neuf civils"* — un bilan différent de celui des autorités — et avait accusé des insurgés talibans qui venaient d'attaquer une patrouille de s'être réfugiés à dessein dans deux maisons où ils savaient que se trouvaient des civils. Les pertes civiles sont un sujet sensible en Afghanistan, où dix ans de présence militaire étrangère alimentent le ressentiment anti-occidental.

M. Karzaï, qui entretient des relations de plus en plus tendues avec ses alliés, reproche régulièrement à l'OTAN de faire des victimes civiles et de mener des opérations sans concertation avec l'armée afghane. Quelque 132 000 soldats de l'OTAN soutiennent le gouvernement afghan face à l'insurrection que mènent les talibans depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir, fin 2001. L'armée américaine fournit les deux tiers de ces soldats et assure le commandement militaire de la région sud-ouest, dont dépend le Helmand.

MAROC

La situation se tend...

Et les nouveautés semblent cette semaine surtout venir de la réaction, sous deux modalités:

- 1) une répression policière brutale des manifs pour les empêcher ;
- 2) l'organisation par le pouvoir de contre-manifestations sur le thème d'une défense de

l'économie du tourisme...

Au Maroc, les manifestations du Mouvement du 20 février de plus en plus durement réprimées

Au Maroc, une nouvelle fois, dimanche soir 29 mai 2011, des manifestations organisées par le Mouvement du 20 février ont été dispersées par les forces de l'ordre dans plusieurs villes du pays, entraînant des blessés. C'est à Casablanca et Tanger qu'elles ont rassemblé le plus de participants.

Les jeunes du Mouvement du 20 février ont de plus en plus de mal à se rassembler pour revendiquer des réformes politiques dans le royaume marocain. Depuis quelques semaines, les forces de l'ordre s'interposent systématiquement pour disperser des mouvements considérés comme non autorisés par les autorités.

Selon l'AFP, il y aurait eu 29 blessés dimanche soir à Casablanca. Selon l'[AMDH](#), l'Association marocaine des droits de l'homme, les dispersions des rassemblements sont violentes, se faisant à coup de matraque ou de bâton, et se soldent par des arrestations. L'Amdh s'inquiète que les autorités marocaines ne respectent plus le droit de manifester.

Contre-manifestations

De son côté, le pouvoir estime que les manifestants ont décidé de passer outre les interdictions. Khalid Naciri, le porte-parole du gouvernement, assure que les forces de l'ordre ont reçu des instructions de ne pas céder à la provocation. Selon lui, le Mouvement du 20 février n'est plus qu'une enseigne utilisée par des groupes islamistes et d'extrême-gauche.

Le pouvoir fait remarquer que de plus en plus de citoyens sont exaspérés par ces manifestations qui créent un dommage sur l'image et l'économie du pays. Des contre-manifestations ont eu lieu dimanche à Rabat, Casablanca et Fez.

Un exemple de la contre-campagne du pouvoir :

Des commerçants et tenanciers de cafés du quartier ont aussi dénoncé ces manifestations à répétition, qui se sont déroulées dans leur quartier pour la deuxième fois en huit jours. Ils ont également déployé des banderoles à la devanture de leurs magasins et commerces dénonçant les désagréments causés par ces manifestations et exigeant, entre autres, la préservation de leurs moyens de subsistance.

Même scénario à Fès, où un groupuscule a tenté d'organiser une marche sans autorisation préalable au quartier Aouint El Hajjaj, mais des habitants du quartier les en ont empêchés. A Rabat, les commerçants, artisans, cafetiers, restaurateurs et hôteliers de la région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër, ont organisé, dimanche devant le siège du Parlement, un sit-in pour dénoncer l'impact des mouvements de protestation continus sur le secteur du commerce, d'industrie et de services.

Les participants à ce sit-in ont vigoureusement dénoncé ce qu'ils ont qualifié de situation «non stable» qui affecte le secteur commercial au niveau de la région, en raison de «la multitude des mouvements de protestation quotidiens».

Ils se sont également élevés contre les aspects «d'irresponsabilité qui se répercutent négativement sur la marche des affaires», appelant en particulier à la lutte contre le phénomène des marchands ambulants.

Les participants au sit-in ont, d'autre part, condamné toutes formes de terrorisme, appelant à une «intervention urgente en vue de dédommager les pertes subies par les secteurs du commerce, de l'industrie et des services».

Ils ont invité le gouvernement et les services concernés à veiller à la préservation de leurs activités qui constituent leur unique source de subsistance.

Des banderoles dénonçant le désordre et la prolifération du phénomène des marchands ambulants, ont été brandies par les manifestants.

Dans une déclaration à la presse au nom des commerçants, artisans, cafetiers, restaurateurs et hôteliers de la wilaya de Rabat, Omar Derraji, président de la chambre de commerce, d'industrie et de services de Rabat, a souligné que les mouvements de manifestations qui se déroulent notamment aux niveaux des boulevards Mohammed V et Hassan II, ont eu un impact négatif ayant entraîné un manque à gagner estimé entre 40 et 50 PC.

Les sit-in et autres manifestations de protestations doivent s'organiser dans un cadre de «discipline et de légalité», a-t-il dit.

«Ces signes de chaos qui induisent des pertes pour les commerçants qui assument leur rôle social et économique en toute responsabilité» sont totalement rejetés par les entrepreneurs de ce secteur, s'est indigné M. Omar Draïji,.

Pour sa part, Driss Lahraoui, vice-président de l'association des opérateurs économiques de Salé, a noté que les commerçants, artisans, cafetiers, restaurateurs et hôteliers de la région ont pâti «de la perturbation de la circulation et de l'absence d'esprit de civisme», estimant que la démocratie «se fonde sur le respect de la liberté des autres».

Il a appelé, à cet égard, le gouvernement et les autorités concernées à protéger les droits de cette catégorie qui a un rôle majeur dans la promotion de l'économie nationale et à compenser les commerçants pour les dommages matériels et moraux subis.

Noureddine Lazrak, président du conseil communal de Salé, a, de son côté, expliqué que ce sit-in intervient en solidarité avec les commerçants qui ont subi des pertes en raison des sit-in de protestation.

Pour sa part, le secrétaire national du secteur de transport routier à la confédération démocratique du travail (CDT), Abdessamad Annan a mis en exergue le contenu du discours prononcé par SM le Roi en mars dernier, qui, a-t-il dit, a «porté des espoirs énormes et répondu aux attentes et aspirations des citoyens».

FRANCE

D'autres éléments d'enquête par Élisabeth Boyer

Après enquête entre 19h et 21h lundi soir, à côté de la place, bd. Richard Lenoir.

La place de la Bastille devant l'Opéra est défendue par des cordons de CRS qui ont chassé les manifestants hier soir. De nombreux cars de CRS sont postés aux abords.

Ton analyse de la situation, François, se confirme, et même à présent les assemblées sont totalement déliquescents. 200 personnes présentes, des jeunes mais pas seulement, assis en 5

cercles séparés.

Aucune banderole, ni pancarte, aucun tract, pas même celui (stupide en effet) sur les pétroliers. Des Anarchistes poussent à retourner devant l'Opéra pour affronter les CRS, et dans ce plus large cercle, c'est une parodie de "prise de parole", sans intérêt, échanges d'opinions, mais avec ponctuellement des velléités de votes, et de temps en temps des mains se lèvent, pour voter ou pour de faux applaudissements en agitant les mains dans les airs et l'on entend parfois quelques sifflets de désapprobation. Il est par ailleurs très difficile d'entendre ce qui se dit à cause de la circulation.

Je discute un long moment avec un ouvrier africain qui a obtenu un papier précaire (3mois) et qui est remonté contre la CGT.

Après avoir parlé avec lui en marge, des jeunes s'approchent, et on leur fait remarquer qu'on ne peut absolument pas savoir pourquoi les manifestants sont là, ce qu'ils veulent. Un Algérien vient alors vers nous et déplie l'affiche qu'il a écrite et qu'il n'osait pas sortir (en arabe et français) : "Dégage - le système". Plus tard, l'Algérien entre dans le cercle, et explique le danger d'affronter les CRS, que le mouvement est pacifique, et qu'en plus, si jamais la police attrape des gens, qu'il faut veiller à ce que des "immigrés", qui sont des gens qui ne comptent pas, soient bien entourés par les manifestants, qu'il faut veiller sur eux. Qu'en Algérie, on tire sur les manifestants, qu'il y a des morts, et que décidément ses amis là-bas, ne comprennent pas pourquoi les Français ne se révoltent pas, et que cela lui donne envie de pleurer. Un jeune homme, qui se dit privilégié de pouvoir faire des études, et que cela est une grande injustice faite au reste de la population, que tout le monde devrait avoir ce droit.

Se joignent à nous, toujours en marge, deux jeunes filles espagnoles (qui travaillent en France par nécessité, mais qui n'ont pas l'intention d'abandonner leur pays, —l'ouvrier africain approuve, dit que c'est pareil pour lui— désemparées de voir ce mouvement qu'elles ont commencé "pour marquer leur volonté d'être de la révolte espagnole et d'essayer de la faire partager en France" (elles insistent pour dire que c'est la situation d'injustice qui montre la nécessité de changer de système politique, de ne pas remplacer un parti par un autre, qu'il n'y a rien à attendre des élections), et que ce système en place et qu'il faut faire tomber est le même en Irlande, en Grèce et en France... , mais qu'elles ne comprennent plus du tout ce qui se passe ici. Que tous les Espagnols qui étaient là s'en vont.

Nous avons rediscuté de l'importance de rendre visible, d'écrire ce qui est voulu et décidé par chacun.

Égalité '68

(site d'agitation politique)

<http://www.egalite68.fr>

egalite68@noos.fr / egalite68@numericable.fr